

ARRETE DU MAIRE
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

N°ST 2023_182

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

VU la demande en date du 15 juin 2023 par laquelle l'entreprise BPI, domiciliée 128 avenue Château Fleury 26100 ROMANS-SUR-ISERE, sollicite la prolongation de l'autorisation d'installer un échafaudage et un dépôt de matériaux, dans le cadre de travaux sis 17 Cours Vallier 38160 SAINT-MARCELLIN (angle rue Saint-Laurent) jusqu'au 30 juin inclus,
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques,
VU le Code de l'Urbanisme,
VU le Code de la Voirie Routière,
VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),
VU le Règlement de voirie communale,
VU la délibération 2019_070 du 9 juillet 2019,
VU l'état des lieux,
VU l'arrêté N°ST 2023_143,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation : Du 20 juin 2023 au 30 juin 2023, le demandeur est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande, pour l'installation d'un échafaudage au droit du 17 cours Vallier ainsi que l'occupation de 3 places de stationnement au droit du 22 et 24 de la rue Saint Laurent.

Article 2 : Restrictions de stationnement et de circulation : L'arrêt et le stationnement des véhicules autres que les camions de l'entreprise seront interdits dans l'emprise du chantier. La circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours, de service et de livraisons, seront préservés en toute circonstance. La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h dans l'emprise des travaux.

Article 3 : Signalisation : La signalisation au droit et aux abords de l'emprise sera mise en place par le demandeur. Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée et complétée. La signalisation permanente sera adaptée simultanément, en cohérence avec la signalisation temporaire.

Article 4 : Redevance : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions fixées annuellement par délibération du Conseil municipal (3,30 €/m²/semaine sur trottoir, et 6,61 €/m²/semaine sur chaussée).

Article 3 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée supplémentaire de 11 jours à compter du 20 juin 2023.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, le demandeur sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du demandeur de la présente autorisation.

Article 4 : Formalités d'urbanisme : Le présent arrêté ne dispense pas le demandeur de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 5 : Publication, affichage et diffusion : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Saint-Marcellin. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Article 6 : Recours : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,
Le 23 juin 2023,

Le Maire,
Raphaël MOCELLIN,

Pour le Maire et par délégation,

La Cheffe de service Espaces Publics
Gwenaëlle LAMY

